



CNSF
Collège National
des Sages-Femmes
de France



Association
Nationale
des Sages-Femmes
Coordinatrices



CNEMa
conférence nationale
des enseignants en maïeutique

Le 8 octobre 2021

COMMUNIQUÉ DE PRESSE LE GOUVERNEMENT MÉPRISE LES FEMMES ET LES FUTURES GÉNÉRATIONS

Aujourd'hui plus que jamais, les générations futures sont menacées. Menacées par l'inaction et le mépris d'un gouvernement patriarcal qui ne prend pas la mesure du danger qui **grande** grandit dans les maternités.

Les faits sont d'une gravité inouïe : plus de 40% des sages-femmes françaises sont en burnout (et rappelons-le : elles assurent 90% des accouchements physiologiques en France).

Les moyens financiers et humains accordés à la profession ne permettent pas à ce jour d'assurer la sécurité et la qualité des soins. Pire, de très nombreuses sages-femmes ont témoigné récemment sur la maltraitance qui s'accroît dans les maternités et qui pousse beaucoup d'entre elles à quitter l'hôpital public.

Ce jeudi 7 octobre 2021, plus de 7000 sages-femmes et étudiants sages-femmes ont arpenté les rues parisiennes pour tirer la sonnette d'alarme. Sur le terrain, leurs collègues assignées ou réquisitionnées partageaient leur colère.

Une délégation du Collegium (CNSF, ONSSF, ANESF, ANSFC) et du CNOSF a été reçue par des conseillers du Ministre des Solidarités et de la Santé. Cette délégation a fait part des revendications suivantes au Ministère pour sortir de l'impasse :

- la création d'une sixième année d'étude afin d'acquérir l'ensemble des compétences qu'exige la profession et d'améliorer le bien-être étudiant (70% d'entre eux présentent des signes d'épuisement professionnel, 28 % ont déjà songé à se réorienter) ;
- la révision des décrets de périnatalité de 1998 qui permettront de reprendre en charge les femmes dans des conditions décentes, d'améliorer la coordination ville-hôpital et l'offre de santé génésique et périnatale sur l'ensemble du territoire. Des propositions ont été faites et soutenues, entre autres, par le Collège National des Gynécologues-Obstétriciens ;
- l'accès pour les sages-femmes au statut médical aux côtés des médecins et des odontologistes , en accord avec le code de la santé publique et notre code de déontologie, associé à un salaire à la hauteur de nos responsabilités.

Ces propositions n'ont pas été entendues : nos représentants se sont heurtés à un mur, à une vague promesse en ce qui concerne la réforme des études. Le manque d'attractivité de notre profession ne semble pas inquiéter le Ministère autant qu'il inquiète l'ensemble de la profession, mais aussi nos confrères et consoeurs. Un mur d'incompréhension se dresse entre la réalité de terrain, les drames qui se vivent chaque jour dans nos maternités et l'absence de prise de conscience de nos gouvernants.

À l'heure actuelle, une majorité des maternités (privées et publiques) sont en grève, et certaines ont même cessé toute activité. En parallèle, plus de 75% des cabinets libéraux étaient fermés hier, de nombreuses sages-femmes territoriales et près du tiers de nos futures collègues étaient venues de la France entière.

Cette mobilisation sans précédents, rejointe par des usagers, des représentants de nombreuses professions médicales ainsi que par des élus de la République et candidats à l'élection présidentielle, démontre que les enjeux actuels dépassent la profession de sage-femme et touchent la société toute entière.

Qu'attend l'État pour agir ?

Nous ne serons pas les complices d'un Gouvernement qui a du sang sur les mains.

Nous appelons toutes les sages-femmes à dénoncer sur les réseaux sociaux les situations gravissimes qu'elles vivent au quotidien ([#femmesendanger](#)) et à poursuivre leur mobilisation quels que soient leurs modes d'exercice.

De prochains week-ends noirs verront bientôt le jour.

Contacts presse :

- > Laura Faucher, présidente de l'ANESF - 06.74.62.52.31
- > Eléonore Bleuzen, secrétaire générale du CNSF - 06.79.54.75.15
- > Camille Dumortier, présidente de l'ONSSF - 06.86.27.67.36